

JCB/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2013- 740 /PRES
promulguant la loi n°025-2013/AN du
14 mai 2013 portant autorisation d'envoi au
Mali d'un contingent burkinabè dans le cadre
de la Mission multidimensionnelle intégrée des
Nations unies pour la stabilisation au Mali
(MINUSMA).

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

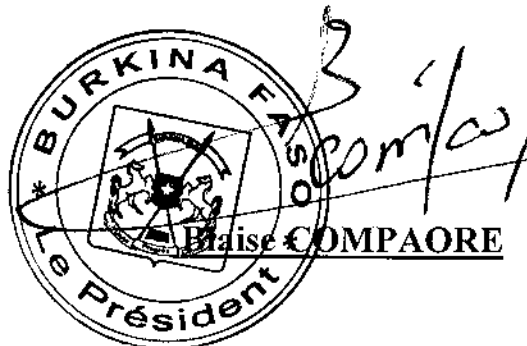
VU la lettre n°2013-096/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 02 août 2013 du
Président de l'Assemblée Nationale transmettant pour promulgation la
loi n°025-2013/AN du 30 juillet 2013 portant autorisation d'envoi au Mali d'un
contingent burkinabè dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée
des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n°025-2013/AN du 30 juillet 2013 portant
autorisation d'envoi au Mali d'un contingent burkinabè dans le
cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations
unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 05 septembre 2013



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE

CINQUIEME LEGISLATURE

LOI N° 025-2013/AN

**PORTANT AUTORISATION D'ENVOI D'UN CONTINGENT
BURKINABE AU MALI DANS LE CADRE DE LA MISSION
MULTIDIMENSIONNELLE INTEGREE DES NATIONS UNIES
POUR LA STABILISATION AU MALI**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n°001-2012/AN du 28 décembre 2012,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 30 juillet 2013
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à envoyer au Mali un contingent militaire d'un effectif de neuf cent quatre vingt dix personnes, dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) pour une durée initiale de douze mois.

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 30 juillet 2013

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président

Kanidoua NABOND



Le Secrétaire de séance


N'Goumion Bernard SOME